mission inclusion

Revue de presse
16 au 31 juillet 2022

Table des matières

Mission inclusion 3

Chantiers d'entraide postpandémie de Mission inclusion 4

L'initiative – 2022-07-28 4

Champs d'action au Québec 7

Des ateliers de cuisine pour aider les personnes en situation d'itinérance 8

L'Hebdo Journal – 2022-07-19 8

Des produits de qualité pour les milieux défavorisés 9

Métro – 2022-07-19 9

Des paniers surprises pour contrer le gaspillage 11

Mon Limoilou – 2022-07-19 11

BIZZ coop inaugure son jardin vivrier collectif 14

Le Quotidien – 2022-07-20 14

Une escouade pour « veiller les uns sur les autres » 16

La Voix de l'Est – 2022-07-21 16

Joindre l'utile... à l'inclusion sociale! 19

Le Nouvelliste – 2022-07-23 – p. 32 19

Les projets alimentaires foisonnent à Baie-Comeau 21

Radio-Canada – 2022-07-25 21

S'évader de son quotidien du Centre jeunesse en cuisinant 23

L'info du Nord Mont-Tremblant – 2022-07-27 23

Champs d'action à l'international 25

En Ethiopie, une politique de nettoyage ethnique se poursuit à bas bruit dans le Tigré 26

Le Monde – 2022-07-23 – p. 29 26

La crise de la faim 29

La Presse + – 2022-07-24 – p. ACTUALITÉS_16 29

Des solutions possibles 33

La Presse + – 2022-07-24 – p. ACTUALITÉS_16 33

Actualité à surveiller 34

TITRE Erreur ! Signet non défini.

MÉDIA – DATE - PAGE ..... **Erreur ! Signet non défini.**

Mission inclusion

Chantiers d'entraide postpandémie de Mission inclusion
L'initiative – 2022-07-28

https://linitiative.ca/chantiers-dentraide-postpandmie-de-mission-inclusion/

À l'avant-garde de l'entraide communautaire auprès des plus vulnérables et marginalisé•e•s, l'équipe de Mission inclusion poursuit inlassablement le legs idéologique du cardinal Léger et de L'ŒUVRE LÉGER depuis plus de sept décennies. La fondation, reconnue pour sa sensibilité aux réalités du terrain, développe une approche partenariale de proximité dans 14 régions du Québec en collaboration avec des organismes spécialisés en soutien aux familles, à l'itinérance et aux aînés.

Au nom de la dignité humaine
Avec pas moins de 23 nouveaux projets soutenus depuis mai dernier dans des régions souvent loin de la métropole — dont certains bénéficient d'une seconde ou troisième année de soutien — Mission inclusion fait le pari d'un engagement sous forme de financements ciblés dédiés à la dignité humaine. Grâce à un investissement de 513 305$, l'équipe de Danielle Filion, directrice des programmes au Québec, mise sur des interventions face à la prolongation des effets collatéraux de la pandémie qui a accentué les fragilités de notre société tout comme les inégalités. « Devant à cette crise sans précédent, l'équipe du Québec s'est mobilisée comme jamais pour appuyer ses partenaires communautaires. Car c'est le cœur de notre mandat : soutenir les initiatives qui favorisent l'inclusion sociale et économique et qui participent au développement des personnes vulnérables. Familles, enfants, aîné•e•s et personnes fortement précarisées sont bien sûr concerné•e•s », souligne Mme Filion.

Depuis la crise sanitaire et avec l'inflation galopante, se nourrir adéquatement est devenu une dimension souvent complexe pour les personnes en situation de vulnérabilité dont la situation économique s'avère précaire. C'est dans cette optique d'appui aux organismes québécois œuvrant à contrer ce fléau d'insécurité alimentaire que Mission inclusion déploie ses actions, comme l'explique Richard Veenstra, directeur général : « En 2021, les effets collatéraux de la pandémie se sont fait sentir au Québec et à l'étranger : crise du logement, inflation, pénurie de main-d'œuvre et rupture des chaînes d'approvisionnement, autant de problèmes qui sévissent en même temps et qui affectent sévèrement, en premier lieu, les personnes plus démunies de la société. Au Québec, un nombre record d'individus ont eu recours aux services des banques alimentaires, et le phénomène de l'itinérance s'est grandement accentué, à Montréal comme dans d'autres villes du Québec. »

Parmi les nouvelles formes d'entraide en sécurité alimentaire qui bénéficient du soutien financier de Mission inclusion, mentionnons les cuisines solidaires de Solidarité Sainte-Ursule/Ressource Espace Familles. Cet organisme de la Capitale-Nationale constitue une ressource de premier ordre pour les nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes de toute condition économique en quête d'une alimentation saine. Ce projet de cuisines communautaires a été conçu spécifiquement pour les personnes nouvellement arrivées au Québec. L'organisme a remarqué que ces personnes ne connaissent pas certains aliments et ont de la difficulté à s'adapter aux réalités québécoises. Les quartiers de Sainte-Foy, Sillery et Cap-Rouge accueillent de plus en plus de familles immigrantes. L'organisme adapte donc ses services pour répondre à de nouveaux besoins.

Les projets retenus sont identifiés par un processus d'analyse de deux comités regroupant une dizaine de bénévoles qui priorise le caractère communautaire de chaque organisme, son

implication dans sa communauté et la pertinence du projet dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement social des personnes vulnérables à Montréal et au Québec.

En finir avec l'itinérance et l'isolement
Autre pôle déterminant de l'exclusion : celui de l'errance, qui de ceux et celles qui n'ont pas de toit. Il s'agit d'un phénomène de plus en plus criant au sein de groupes d'âge des plus divers, et qui concerne tant les jeunes que les aîné•e•s. Afin de favoriser le bien-être de ces gens et de les sortir de l'impasse de la rue, Mission inclusion a notamment identifié 15 projets en développement social qui changent les choses, notamment en matière d'hébergement en situation de crise, et qui sont à l'écoute des familles, et des aîné•e•s, au moyen d'interventions ciblées.

Dans la mire de Mission inclusion se profilent également les interventions stratégiques destinées aux jeunes de 16 à 23 ans en rupture de liens sociaux. Au SQUAT Basse-Ville de Québec, les jeunes aux prises avec l'isolement peuvent trouver un lieu de refuge propice à leur sécurité. De même, les hommes et pères en détresse, phénomène plus méconnu, sont accueillis par Trajectoires hommes du KRTB à Rivière-du-Loup, au Bas-Saint-Laurent, dont c'est la raison d'être. La Maison l'ancrage Pierre-De-Saurel bénéficie d'un financement de près de 47 000$ soutenu en partie par un partenariat avec Industrielle Alliance.

Mission inclusion s'illustre par son approche philanthropique

Une récente reconnaissance du Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie PhiLab vient confirmer la pertinence du modèle d'intervention de l'organisme. Un nouveau projet de recherche sera déployé en étroite collaboration entre l'équipe des programmes au Québec, soit Danielle Filion (directrice des programmes au Québec), Jonathan Latreille Chevalier et Marie-Ève Laramée (gestionnaires de programmes au Québec), et les chercheurs Manuel Litalien, PhD, de l'Université Nipissing en Ontario et François Brouard, DBA, FCPA, FCA, de la Sprott School of Business à l'Université Carleton. L'initiative visera dans un premier temps à explorer les pratiques de la philanthropie dans les régions québécoises à partir de l'expérience de Mission inclusion. Elle ciblera également l'approfondissement du cadre conceptuel des processus et pratiques philanthropiques de Mission inclusion en région au Québec, la documentation de ses processus et pratiques philanthropiques et une compréhension de l'écosystème de la philanthropie en région. L'apport des chercheurs contribuera à accroître la renommée de Mission inclusion. Danielle Filion et ses pairs se font une fierté avec ce premier pas en milieu de recherche dans l'histoire de la fondation, qui est plus que jamais au service du communautaire au Québec.

Cartographie des nouveaux organismes communautaires soutenus au Québec :
• Carrefour-Ressources, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
• Centre de femmes du Haut-Richelieu, Montérégie
• Répit Providence, Montréal
• Solidarité Sainte-Ursule/Ressource Espace Familles, Capitale-Nationale
• L'ABC de la Famille, Montérégie
• La Maison des Familles de Rimouski-Neigette, Bas-Saint-Laurent
• Centre de Bénévolat d'Acton Vale, Montérégie
• Maison des enfants Marie-Rose, Montérégie
• Projets Bourlamaque, Capitale-Nationale
• Le Filon, Chaudière-Appalaches
• Le Projet Harmonie, Montréal
• Les Enfants de l'Espoir de Hull, Outaouais
• Trajectoires Hommes du KRTB, Bas-Saint-Laurent

• La Maison d’Aurore, Montréal
• La Maison des Parents de Bordeaux-Cartierville, Montréal
• PIaMP, Montréal
• Les ateliers Speech, Mauricie
• Maison L’Ancrage Pierre-De Saurel, Montérégie
• SQUAT Basse-Ville, Capitale-Nationale
• Action Centre-Ville, Montréal
• Centre d’Action Bénévole Gascons-Percé inc., Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
• Centre d’action bénévole Saint-Siméon/Port-Daniel, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
• Centre d’action bénévole Saint-Alphonse Nouvelle inc., Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

À propos de Mission inclusion

Forte de plus de 70 ans d’expérience, Mission inclusion poursuit le rêve du cardinal Léger d’un monde juste et digne où personne n’est laissé pour compte. En accompagnant étroitement les organismes communautaires au Québec et dans le monde, Mission inclusion veille à répondre aux besoins primaires des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées de la société. Mission inclusion croit en la solidarité et en la générosité de toutes et tous pour une société inclusive où chacun et chacune trouve sa place.

Retour à la table des matières

Champs d’action au Québec

Des ateliers de cuisine pour aider les personnes en situation d'itinérance

L'Hebdo Journal – 2022-07-19

Par : Audrey Leblanc

https://www.lhebdojournal.com/actualite/des-ateliers-de-cuisine-pour-aider-les-personnes-en-situation-ditinerance/

L'organisme Ebyôn, situé dans le secteur Cap-de-la-Madeleine, lancera sous peu le projet Cuisine de la rue, qui consiste à développer une offre alimentaire pour aider les personnes à risque ou en situation d'itinérance dans leur processus d'autonomisation et de prise en charge.

Ce projet est en quelque sorte la suite d'une autre initiative mise en place l'an dernier qui permet aux participants de vivre une expérience de bénévolat et d'obtenir, du même coup, une certification d'aide-cuisinier.

« C'est quelque chose qui a vraiment bien fonctionné. Le projet a été un grand succès, alors on a décidé de l'adapter à notre clientèle en situation d'itinérance, explique Maryse Fortin de l'organisme Ebyôn. On a ouvert un centre de jour pour les gens en situation d'itinérance il y a quelques mois. On avait donc tout en place pour monter le projet. »

Concrètement, les gens qui fréquentent le centre de jour seront invités à prendre part à des ateliers de cuisine dans le but de se préparer des repas adaptés à leurs besoins. « On ne sait pas encore ce qui sera cuisiné. La réponse va venir d'eux. Qu'est-ce qu'on peut leur offrir comme repas? De quoi ont-ils besoin? Qu'est-ce qui peut être pratique? On va voir avec eux ce qu'on peut cuisiner qui pourrait se conserver, par exemple. »

Si tout se passe comme prévu, le projet pourrait prendre son envol d'ici quelques semaines, en août ou en septembre. « Ils vont cuisiner pour eux et aussi donner un coup de main au besoin dans nos autres projets alimentaires, comme la tablée populaire », précise Mme Fortin.

« Le but, c'est de développer leur estime de soi et leur sentiment d'appartenance à l'organisme, renchérit cette dernière. On veut créer un lien avec eux et, qui sait, peut-être qu'éventuellement on pourra les aider à d'autres niveaux. Le but, ce n'est pas d'aider un nombre précis de personnes, mais tant mieux si on peut accrocher une, deux ou même cinq personnes dans l'année. »

Pour son projet Cuisine de la rue, l'organisme Ebyôn a reçu récemment une aide financière de la Ville de Trois-Rivières. C'est l'un des dix projets qui ont été retenus par le comité de développement social. Au total, la Ville a remis 147 000 $ à dix organismes trifluviens pour la réalisation d'actions concrètes en lien avec la Politique de développement social.

Retour à la table des matières

Des produits de qualité pour les milieux défavorisés
Métro – 2022-07-19

Par : Alexis Fiocco

https://journalmetro.com/local/lachine-dorval/2865509/des-produits-de-qualite-pour-les-milieux-defavorises/

Les P'tits Marchés de Lachine desservent maintenant six endroits à Lachine afin de faciliter l'accès à des produits locaux dans les milieux défavorisés ou qualifiés de déserts alimentaires.

«L'objectif [des P'tits Marchés] est de rejoindre le plus grand nombre de Lachinois et Lachinoises, avec la priorité de rejoindre les personnes vulnérables», explique la directrice de Concert'Action, Myriam Grondin.

Financée par Centraide et portée par le Groupe de Sécurité alimentaire de Lachine (GSAL) et Concert'Action Lachine depuis plusieurs années, l'initiative des P'tits Marchés a été créée pour assurer un système alimentaire durable à Lachine.

Ils proposent donc des fruits et légumes cultivés localement, à la Ferme Duff-Court à Lachine ou dans la région de Montréal. Le marché mobile vend les produits frais locaux à des prix abordables plusieurs jours par semaine, dont les revenus sont réinvestis pour assurer la sécurité alimentaire à Lachine.

Desservir les déserts alimentaires

D'après l'Institut national de santé publique du Québec, un désert alimentaire se définit comme «un secteur qui procure un faible accès à des commerces pouvant favoriser une saine alimentation et qui est défavorisé sur le plan socio-économique.» À Montréal, ce serait près de 17 % de la population qui habite un quartier qualifié de désert alimentaire, soit avec une faible concentration de supermarchés et une défavorisation socio-économique.

Les P'tits Marchés de Lachine se retrouvent tous les vendredis matins sur l'espace de stationnement de La Théière au bord du lac Saint-Louis.

Parmi les quartiers ciblés par le GSAL figurent les quartiers enclavés de Duff-Court et de Saint-Pierre où l'offre de nourriture fraîche et biologique se fait rare. Après la fermeture du Marché Saint-Pierre, le GSAL a repris le bâtiment pour un projet pilote en sécurité alimentaire. Les P'tits Marchés de Lachine s'y installent tous les lundis et mardis, alors que le manque d'épiceries force les habitants à prendre la voiture ou l'autobus pour faire leur magasinage. Des ateliers de cuisine y sont aussi organisés afin de vendre des plats préparés.

Par ailleurs, les P'tits Marchés de Lachine ont récemment étendu leurs opérations en desservant deux endroits supplémentaires – les parcs Ivan-Franko et Dixie.

Des produits de qualité

D’après un employé des P’tits Marchés, Elliot Sauzon, l’objectif derrière l’expansion est de «desservir plusieurs territoires en produits frais et locaux, en mettant l’emphase sur le biologique.»

Au bord du lac Saint-Louis, les habitués des P’tits Marchés viennent acheter des produits frais tous les vendredis.

Les p’tits marchés distribuent gratuitement des fruits et légumes invendus donnés par les producteurs.

Un client raconte venir pour «soutenir les vendeurs locaux qui font de bonnes choses» en matière de sécurité alimentaire. Ce même client se réjouit d’habiter tout proche, et «de pouvoir marcher jusque-là.»

Les produits locaux sont biologiques pour la plupart, avec 30% de l’offre cultivée à la Ferme Duff-Court à Lachine.

« Le prix en vaut la peine, pour la qualité qu’ils offrent,» explique une cliente habituée. «Je n’ai jamais rien eu à dire sur leurs légumes comparés au supermarché,» poursuit-elle.

«C’est local, et je sais qu’ils ne mettent pas de pesticide,» indique une autre cliente. La directrice de Concert’Action mentionne qu’elle souhaite «mettre en place d’autres initiatives,» comme la livraison de paniers de légumes, ainsi qu’une « tarification sociale » qui favorise certaines personnes grâce à une carte de membre. Tous les projets sont encore dans la phase d’étude, mais la directrice promet de rendre les marchés encore plus accessibles d’ici l’été prochain.

Retour à la table des matières

Des paniers surprises pour contrer le gaspillage

Mon Limoilou – 2022-07-19

Par : Thomas Verret

https://monlimoilou.com/2022/paniers-surprises-contrer-gaspillage/

La Maison Smith lutte contre le gaspillage alimentaire. L'adhésion à l'application Too Good To Go est son plus récent effort face à cet enjeu de société. Cette action concrète permet à l'entreprise de liquider ses invendus pour éviter de les envoyer à la poubelle.

Too Good to Go connecte les consommateurs aux surplus des commerces locaux. Ses utilisateurs sont mis en relation avec des boulangeries, des cafés, des épiceries et d'autres professionnels du secteur alimentaire. Les invendus sont vendus au tiers du prix sous forme de paniers surprises.

Des débuts prometteurs

En mars, la Maison Smith a introduit cette pratique à sa succursale de Limoilou. Depuis mai, les paniers sont aussi offerts à la boutique de Montcalm.

En moins de quatre mois, les chiffres sont convaincants. 144 paniers ont été vendus par la Maison Smith.

Ce succès est une « agréable surprise » aux yeux de la directrice de l'établissement, Mathilde Plante St-Arnaud.

« Pour un début, on considère que c'est vraiment pertinent. »

Elle ajoute que l'intérêt de la clientèle envers l'application est palpable. Durant la même période, 63 000 vues ont été répertoriées et 868 personnes ont enregistré la Maison Smith dans leurs favoris.

« Quand on fait des publications, nous-mêmes, sur nos réseaux, les gens veulent qu'on offre le service dans nos autres succursales. C'est concluant comme partenariat. »

Mme Plante St-Arnaud sent que la population embarque à pieds joints dans le mouvement contre le gaspillage alimentaire.

Des rabais avantageux

Les consommateurs font aussi de bonnes aubaines. Dans le contexte actuel de l'inflation et de la hausse du coût de la vie, les prix des aliments ont littéralement explosé. L'application Too Good To Go est un moyen pour les gens de changer leurs habitudes de consommation.

Les paniers de la Maison Smith sont composés principalement de viennoiseries, de croissants et de sandwichs.

« La nourriture est issue à 100 % de nos invendus », précise Mathilde Plante St-Arnaud.

L'entreprise a déterminé un prix de vente à 5,99 $, bien en deçà de la valeur du marché, qui se situe entre 19 et 21 $.

« Avec la hausse des prix des aliments dans les épiceries, c'est un bel ajout d'avoir accès à des rabais de cet importance », souligne la directrice de la Maison Smith.

8 000 repas sauvés à Québec

D'origine danoise, Too Good To Go est un nouveau joueur au Canada. Cette application mobile est arrivée au pays, il y a 11 mois.

Elle est présente à Québec depuis mars seulement. 8 000 repas ont déjà été sauvés dans la Vieille-Capitale. Les boulangeries, les pâtisseries et les marchands de fruits et de légumes sont les principaux secteurs représentés.

Nicolas Dot, spécialiste en marketing et communications chez Too Good To Go, estime qu'il s'agit d'un excellent départ.

« C'est un chiffre très fort. »

L'application est née du constat que 40 % de la nourriture dans le monde est gaspillée. Le Québec n'échappe pas à ce constat alarmant. Une récente étude menée par Léger révèle que 51 % des Québécois jettent de la nourriture à la poubelle.

En revanche, d'autres chiffres de ce même sondage sont encourageants. Dans une proportion de 71 %, les répondants indiquent vouloir modifier leurs habitudes de consommation, particulièrement en lien avec le gaspillage.

Toujours selon Nicolas Dot, Too Good To Go est « un moyen simple et efficace de changer les choses ». Ce dernier estime également que l'incitatif économique est important, à un moment où tout coûte cher.

« Too Good To Go est un levier facile pour bouger au niveau individuel et avoir un impact collectif énorme. »

À la lumière de ces statistiques, la prise de conscience est présente, les efforts se multiplient. Néanmoins, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour éviter le gaspillage alimentaire dans la Belle Province.

Des efforts bonifiés

La nouvelle initiative de la Maison Smith est complémentaire à ses actions déployées dans le passé pour réduire le gaspillage alimentaire. L'entreprise cherchait activement des solutions pour étendre ses efforts. Le partenariat avec l'application Too Good To Go est naturel.

« Comme on avait un but commun, on a mis ça en place et ça donne de bons résultats », se réjouit Mathilde Plante St-Arnaud.

À la Maison Smith, la lutte contre le gaspillage s'articule autour de quatre actions, dont la formation du personnel. Une série de formations a été mise en place, pour transmettre l'information aux équipes de travail des différentes succursales.

« Nos gérants doivent s’assurer de faire de bonnes commandes et d'anticiper les bonnes quantités », explique Mme Plante St-Arnaud.

Malgré le bon vouloir des employés et de la direction, des pertes survenaient encore. Il y a plusieurs années, la Maison Smith a donc ajouté un pouding au pain à son menu. Ce dessert copieux, avec du sirop d’érable, est concocté à partir de viennoiseries invendues. La recette donne une seconde vie à ces aliments.

Au fil du temps, l'entreprise s’est également liée à différents organismes en sécurité alimentaire, dont le Pivot, à Beauport. Elle leur offre gracieusement des produits avec des dates d’expiration, comme des laits végétaux.

Et les efforts de la Maison Smith pour lutter contre le gaspillage ne sont pas terminés, confirme Mathilde Plante St-Arnaud.

Après tout, c'est un combat de tous les instants, une lutte à finir.

Retour à la table des matières

BIZZ coop inaugure son jardin vivrier collectif
Le Quotidien – 2022-07-20

Par : Mickaël Meunier

https://www.lequotidien.com/2022/07/20/bizz-coop-inaugure-son-jardin-vivrier-collectif-2d12063db65183212ef8e2738820678e

Le projet de jardin vivrier éducatif et expérimental de BIZZ coop a été officiellement lancé, mercredi, sur les terres de la plateforme bioalimentaire boréale Solidar, à Chicoutimi. Démarré en mai, le petit jardin aux grandes ambitions commence déjà à pousser, sur petite parcelle de 30 pieds sur 80 pieds.

« On a trois objectifs principaux avec ce projet-là. Premièrement, on veut démocratiser et former les gens à l'expérience des jardins vivriers. Deuxièmement, on veut sensibiliser la population à la consommation de produits locaux, frais et biologiques. Finalement, on veut rendre la terre accessible aux gens qui ne peuvent pas se partir de jardin chez eux », explique d'entrée de jeu Guylaine Pelletier, coordonnatrice chez BIZZ.

Pour le moment, seulement quelques bénévoles de BIZZ coop ont mis la main à la terre, mais dans les prochaines semaines, des membres de la coop devraient pouvoir s'inscrire pour participer à l'effort de jardinage. Le volet éducatif du projet sera desservi par la présence d'experts en jardinage qui accompagneront les participants tout au long du processus. « On veut que les gens aient les outils pour se partir un jardin chez eux en bout de compte. C'est par là que l'autonomie alimentaire commence, par un intérêt de mettre la main à la terre », précise Mme Pelletier.

Marie Thévard, auteure du livre Le jardin vivrier et diplômée d'études en génie agroenvironnemental, ainsi que sa mère, Marie-Thérèse Thévard, s'associent au projet. « On a toujours eu ça à coeur, de s'impliquer dans le volet éducatif. Dans le passé et toujours aujourd'hui, on donne des conférences, on fait du suivi plus individuel et on aide les gens avec leurs cultures », affirme la Baieriveraine, qui entretient un jardin vivrier qui permet de nourrir cinq adultes.

Conscient que le temps et les efforts nécessaires à l'entretien d'un jardin peuvent en rebuter certains, le duo mère-fille prône l'utilisation d'une technique appelée « le non-travail du sol », technique qui est très bien documentée dans leur ouvrage publié en 2021. « Concrètement, le non-travail du sol, c'est l'imitation du sol forestier. On ne vient pas altérer le sol en y ajoutant quoi que ce soit. On ne l'arrose pas, on ne vient pas le labourer, ni même le travailler à la machine. Bref, on laisse les nutriments du sol se former, on n'exporte rien. Ça demande moins de temps et pas mal moins d'énergie que le travail conventionnel », explique Marie-Thérèse Thévard.

« C'est par là que l'autonomie alimentaire commence, par un intérêt de mettre la main à la terre. »
— Guylaine Pelletier

Le concept de non-travail du sol est donc au coeur du volet éducatif du projet lancé par la coopérative de solidarité en alimentation locale. « On n'est plus qu'une épicerie sur la rue Racine. On veut vraiment s'inscrire comme une initiative nourricière de premier plan », ajoute la coordonnatrice de la coop.

Rendre la terre accessible

L’initiative vise aussi à donner un espace cultivable à ceux qui n’en ont pas. « Les gens qui vivent en appartement ou en ville n’ont pas d’espace ou même de terrain. Un jardin collectif comme ça, ça leur permet de cultiver quand même », commente Marie Thévard.

Les plants sont diversifiés. Patates, courges, maïs, tomates, poivrons, salade, fines herbes et quelques autres aliments sont en terre. Les récoltes reviennent à ceux qui entretiennent le champ, explique la coordonnatrice chez BIZZ. « On ne revend pas ce qui est cultivé ici, on ne compte pas le faire non plus. Nos bénévoles qui entretiennent le jardin sont les premiers à bénéficier de ce qui y pousse. On est associés à des organismes communautaires aussi. S’il y a des surplus, on va leur donner. »

Avec l’inflation annuelle grimpante, qui a dépassé 8,1 % en juin, l’idée d’autosuffisance alimentaire déjà défendue par plusieurs, pourrait bel et bien gagner en popularité dans les prochains mois, voire années, selon Guylaine Pelletier. « L’autonomie alimentaire, à l’échelle du Québec, ça se passe bout de terre par bout de terre. Si tout le monde se met à entretenir son petit jardin personnel dans sa cour, ça permet à la population de reprendre le contrôle de son agriculture. »

La coordonnatrice de la coopérative d’alimentation locale établie sur la rue Racine, à Chicoutimi, rêve d’ailleurs d’un avenir où la réglementation municipale permettrait aux citoyens de dédier l’entièreté de leur terrain à des fins de jardinage. « Ce serait quelque chose si tout le monde pouvait se servir du devant de sa maison, pas seulement de la cour arrière, pour jardiner. Ce n’est pas possible avec les règles en vigueur, mais le but, c’est de démocratiser l’autonomie alimentaire pour parvenir peut-être un jour à des changements de ce côté-là », dit-elle.

Un projet pilote cette année

Une infolettre devrait être envoyée aux membres de BIZZ coop prochainement leur expliquant la marche à suivre pour participer au jardin. Guylaine Pelletier convient toutefois que le projet rejoindra plus de gens l’an prochain, lorsque des ressources seront déployées pour mieux encadrer le tout. « On va déposer des demandes de subventions cet hiver. À ce moment-là, on va pouvoir mettre quelqu’un en charge de l’organisation des activités reliées au jardin pour l’été 2023. »

Avec un peu plus de 1000 membres, l’initiative de solidarité en alimentation locale compte agrandir sa base de coopérants avec son jardin vivrier. « Des coopératives semblables à la nôtre ailleurs au Québec ont 7000, 8000, voire 12 000 membres. On vise 6000 dans les prochaines années. Si notre idée de jardin peut prendre partout au Québec et inspirer d’autres organisations comme la nôtre, ce serait un grand pas en avant pour l’autonomie alimentaire au Québec », conclut Mme Pelletier.

Retour à la table des matières

Une escouade pour « veiller les uns sur les autres »
La Voix de l'Est – 2022-07-21

Par : Jérôme Savary

https://www.lavoixdelest.ca/2022/07/21/une-escouade-pour-veiller-les-uns-sur-les-autres-a60079adbc6330a12dd207c74df308ab

Dans le village de Frelighsburg, en Estrie, plusieurs personnes vivant seules ou ayant des problèmes de santé nécessiteraient l'aide de la communauté. Au nouveau comité citoyen « société » mis sur pied par la municipalité, le projet d'une escouade bienveillante a émergé. Afin de « veiller les uns sur les autres », souligne Sophie Devost, présidente du comité.

L'idée a été proposée initialement par Laure Waridel, membre du comité, puis elle a fait son chemin. Cet automne, ses instigateurs s'attendent à voir l'escouade bienveillante être formée et fonctionnelle.

« Nous voulons favoriser les liens d'entraide au village. »
— Sophie Devost, présidente du comité
« Plein de gens autour de nous ont besoin d'aide et il y en a autant qui veulent aider », ajoute-t-elle. Ne reste plus qu'à faire le maillage.

Le champ d'action des membres bénévoles de cette future escouade est large et reste à préciser. Pour l'instant, les besoins identifiés lors de l'idéation du projet sont la sécurité alimentaire, le transport accompagné, briser l'isolement à domicile, pallier la perte d'autonomie physique, la précarité financière.

« Quelqu'un devant suivre des traitements pour soigner un cancer pourrait avoir besoin d'aide pour se faire à manger ou s'occuper de son bois de chauffage, donne en exemple Sophie Devost. Ou quelqu'un qui aurait perdu son emploi et qui cherche comment joindre les deux bouts... »

Sophie Devost, présidente du comité citoyen «société» de Frelighsburg, et Stéphanie Dalpé, conseillère municipale siégeant sur le comité.
Sophie Devost, présidente du comité citoyen «société» de Frelighsburg, et Stéphanie Dalpé, conseillère municipale siégeant sur le comité.
LA VOIX DE L'EST, JESSY BROWN
« Nous voulons nous assurer que tous ceux qui ont besoin d'aide puissent être accompagnés », ajoute Stéphanie Dalpé, conseillère municipale siégeant sur le comité société.

Recrutement des bénévoles

L'équipe à la base du projet a commencé le recrutement des quelques personnes qui constitueront le noyau de ce service bienveillant. Une personne ayant longtemps été engagée auprès de la société Alzheimer a déjà cogné à la porte de l'escouade.

« [On s'attend à accueillir dans ce groupe] des gens empathiques, qui gravitent dans la relation d'aide », indique Mme Dalpé.

Un appel à tous plus large sera ensuite lancé pour monter une banque de bénévoles capables de répondre aux besoins lorsque ceux-ci se présenteront.

Par ailleurs, s'il existe déjà des services offerts par des institutions ou des organisations locales qui ne sont pas suffisamment connus de la population, de type aide à domicile par exemple, l'escouade pourra en faire la promotion.

Et si la réponse d'un organisme à un besoin n'existe pas, « plein de gens sont prêts à lever la main » pour pallier ce manque, croit Mme Devost.

« L'idée n'est pas forcément de réinventer la roue, mais d'insuffler de nouvelles énergies et de structurer la relation d'aide », ajoute la résidente du village.

À Frelighsburg, on avait l'habitude de faire appel aux bénévoles pour donner un coup de main lors d'événements ponctuels. « Avec l'escouade, on va un pas au-delà, dit Lucie Dagenais, mairesse du village. On se tourne plus vers l'humain. »

Boîte aux lettres de l'escouade et adresse courriel

Demander de l'aide ne va pas toujours de soi. « Certains peuvent avoir peur de déranger, ou se sentir honteux », évoque Mme Devost.

À l'autre bout du spectre, les personnes aidantes ne tiennent pas toujours à faire étalage de leur altruisme. Les fondatrices de l'escouade y ont pensé.

Un processus de mise en relation s'effectuera avec « discrétion et dignité », assure Sophie Devost. Concrètement, une adresse courriel et une boîte aux lettres dédiées seront destinées à recevoir les demandes et les offres d'aide.

Entre-temps, les personnes intéressées peuvent joindre la conseillère Stéphanie Dalpé à l'adresse courriel conseiller6@frelighsburg.ca.

Une telle escouade serait unique en son genre dans la MRC de Brome-Missisquoi.

+

FRELIGHSBURG EN BREF

Le conseil municipal prévoit baisser cet été la limite de vitesse de 70 km/h en vigueur sur les 62 km que totalisent les chemins municipaux de gravier. La vitesse baisserait à 60 km/h... voire moins. « Je travaille pour la faire baisser à 50 km/h, indique la mairesse Lucie Dagenais. Je trouve que c'est important. »

Travaux de voirie retardés

Les travaux de réfection des chemins Selby, Pinnacle et Spencer, prévus initialement mi-juin, sont repoussés au mois d'août. Ces travaux sont réalisés dans le cadre d'une subvention provinciale (Programme d'aide à la voirie locale).

Par ailleurs, la demande de subvention de Frelighsburg relative à la réfection du chemin McIntosh a obtenu une réponse favorable de la députée de Brome-Missisquoi Isabelle Charest. Environ 36 000 $ seront dégagés du budget discrétionnaire de la députée, a-t-on appris lors de la séance du conseil du 11 juillet.

Une « pumptrack » plutôt qu'un skatepark

La subvention provinciale de 63 307 $ prévue notamment pour financer un skatepark dans le parc Goodhue sera plutôt utilisée pour que la municipalité se dote d'un premier module de « pumptrack », ce type d'installations démontables convenant davantage au site, identifié comme zone inondable. Cela permettra ainsi d'inclure davantage de pratiques sportives : patins, vélos type BMX, etc.

L'appel d'offres a été lancé. On prévoit la mise en place de l'installation au printemps prochain.

Parallèlement, le futur plan d'aménagement de ce parc s'inspirera des résultats d'un sondage électronique sur le sujet qui sera acheminé à la population dans les prochains jours.

Un conseil municipal sans papier

Le virage sans papier du conseil municipal a été confirmé lors de la séance du 11 juillet.

« Cela fait partie de notre conscience sociale de vouloir diminuer notre impact environnemental », justifie la mairesse Dagenais, rappelant que cette démarche s'inscrit dans la réglementation provinciale existante.

Retour à la table des matières

Joindre l'utile... à l'inclusion sociale!
Le Nouvelliste – 2022-07-23 – p. 32

Par : Marc Rochette

32 SAMEDI 23 JUILLET 2022 leNouvelliste

Avis public

DEMANDE D'AUTORISATION D'UN USAGE CONDITIONNEL

District électoral de Marie-de-l'Incarnation

Conformément à l'article 145-33 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), avis public est, par les présentes, donné que, lors de la séance que son Conseil tiendra le **mardi 16 août 2022 à 19 h 00**, la Ville de Trois-Rivières statuera sur une demande d'usage conditionnel.

La nature de la demande vise à autoriser l'usage dérogatoire de remplacement « 6573 Service en santé mentale (cabinet) » en permettant au demandeur d'installer un cabinet de psychologue en remplacement de l'actuel bureau d'architectes.

L'immeuble affecté par cette demande est le lot 1 209 341 du cadastre du Québec. Il est situé au 473 de la rue Radisson.

Toute personne intéressée par cette demande pourra se faire entendre par le Conseil avant qu'il statue sur celle-ci en se présentant à la salle du Conseil de l'hôtel de ville de Trois-Rivières à la date et à l'heure ci-dessus indiquées.

Trois-Rivières, ce 23 juillet 2022

Me Marie-Michèle Lemay, assistante-greffière
Ville de Trois-Rivières
1325, place de l'Hôtel-de-Ville, Case postale 368
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3
Téléphone : 819 374-2002 - Télécopieur : 819 372-4636

trois-rivières

APPEL D'OFFRES

Service d'entretien, de fourniture, et de location d'équipements de transmission d'ondes pour le système de radiocommunication

La Ville de Shawinigan reçoit des soumissions pour le service d'entretien, de fourniture, et de location d'équipements de transmission d'ondes pour le système de radiocommunication de la Ville.

Les soumissions seront reçues par la division approvisionnement de la Ville de Shawinigan, **directement à l'entrée principale**, située au 550 avenue de l'Hôtel-de-Ville, Shawinigan, G9N 1M6, **jusqu'à 15h, le 11 août 2022.**

Immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur présentation, les soumissions seront ouvertes publiquement à l'adresse indiquée ci-dessus, par deux officiers de la Ville, à moins que les autorités gouvernementales remettent en vigueur les mesures spéciales liées à la pandémie du COVID-19, qui pourraient alors modifier le processus d'ouverture des soumissions.

Les documents relatifs à cet appel d'offres peuvent être obtenus en s'adressant au système électronique d'appel d'offres (SEAO) en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web, www.seao.ca en stipulant le numéro de référence « **TP_INC-20220601** ». Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

La Ville de Shawinigan n'encourt aucune responsabilité du fait que les avis écrits ou documents quelconques véhiculés par système électronique soient incomplets ou comportent quelque erreur ou omission que ce soit. En conséquence, tout soumissionnaire doit s'assurer, avant de présenter son offre, d'obtenir tous les documents reliés à cet appel d'offres.

La Ville de Shawinigan n'est pas tenue d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues, ni d'encourir aucune obligation, ni aucuns frais envers le ou les soumissionnaires.

Christine Lafontaine, acheteur
Division approvisionnement

MUNICIPALITÉ DE SAINT-LÉON-LE-GRAND
M.R.C. DE MASKINONGÉ

DEMANDE DE SOUMISSION PUBLIQUE

COLLECTE ET TRANSPORT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES (ORDURES)

La municipalité de Saint-Léon-le-Grand demande des soumissions publiques pour la collecte et le transport des matières résiduelles (ordures) sur le territoire des municipalités de Sainte-Angèle-de-Prémont, Saint-Édouard-de-Maskinongé, Saint-Justin, Saint-Léon-le-Grand et Sainte-Ursule.

Les soumissionnaires doivent se procurer tous les documents en lien avec la présente demande de soumissions publique sur le site du système électronique d'appel d'offres (ci-après : le « SEAO ») du gouvernement du Québec au www.seao.ca. Les frais sont fixés selon la tarification établie par le SEAO. Seuls les soumissionnaires qui se sont procuré tous les documents en lien avec la présente demande de soumissions publique via le SEAO pourront déposer une offre.

La soumission doit être mise dans une enveloppe opaque et cachetée contenant tous les documents requis en vertu des documents d'appel d'offres. La soumission doit être déposée à l'attention du responsable de l'appel d'offres aux coordonnées suivantes :

Madame Andrée Ricard, directrice générale et greffière-trésorière
52, rue de la Fabrique
Saint-Léon-le-Grand, Québec, J0K 2W0
et ce, avant le mercredi 24 août 2022 à 11h00

La directrice générale de Trois-Rivières Centre, Gena Déziel, un superviseur du projet et travailleur de rue, Mathis Paquin-Breault, et Nathalie Bernier, avec tout le nécessaire pour nettoyer le centre-ville. — PHOTO SYLVAIN MAYER

PROJET PILOTE DE PROPRETÉ AU CENTRE-VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

Joindre l'utile... à l'inclusion sociale!

MARC ROCHETTE
marc.rochette@lenouvelliste.qc.ca

Visant à garder propre le centre-ville de Trois-Rivières, un projet pilote, qui s'étend jusqu'au 18 octobre, favorisera du même coup l'inclusion sociale.

En effet, trois personnes rejointes par l'organisme Point de Rue ont été embauchées par la Société de développement commercial (SDC) du centre-ville de Trois-Rivières pour veiller à la propreté des lieux.

Soutenue également par Innovation et Développement économique (IDE) Trois-Rivières, cette initiative permet donc à des personnes marginalisées de s'impliquer socialement en plus d'acquérir une expérience professionnelle.

«Pour le quartier signature de Trois-Rivières, il ne fait nul doute que ce partenariat allait de soi. Nous souhaitons pouvoir travailler à la fois sur le mieux vivre ensemble, en profitant de l'expertise de Point de Rue. Cela favorisera l'intégration de certaines personnes en difficulté, tout en travaillant sur la propreté du coeur de notre ville. C'est un réel plaisir de pouvoir compter sur la contribution de ceux-ci pour rendre le centre-ville plus accueillant et attrayant», a commenté la présidente de la SDC du centre-ville, Joanie Turcotte.

Selon le directeur général de Point de Rue, Philippe Malchelosse, pour développer des solutions durables à l'itinérance, il est nécessaire de collaborer avec l'ensemble de la communauté de divers milieux présents au centre-ville.

«Depuis plusieurs semaines, je rencontre des partenaires ouverts et sensibles, désirant stimuler une meilleure inclusion sociale des personnes en situation de rue. Je mentionne toujours que les personnes que nous accueillons ont un potentiel à offrir. J'ai été pris aux mots lorsque mes partenaires de la SDC et d'IDE m'ont interpellé pour lancer un nouveau projet», a-t-il raconté.

Pour sa part, le directeur général d'IDE Trois-Rivières, Mario De Tilly, confie que la présence de personnes en situation d'itinérance, particulièrement au centre-ville, est un enjeu qui lui est régulièrement soulevé.

«Nous avons donc choisi de travailler avec un organisme déjà bien implanté, Point de Rue, qui travaille chaque jour à améliorer la saine cohabitation. Outre l'économie et l'environnement, le volet social est un des trois piliers du développement durable, qui fait partie intégrante des valeurs de mon organisation et il est important de le rappeler», a-t-il conclu.

AVIS

Avis est donné à monsieur **Yves Barabé**, vendeur de l'immeuble sis au 1460, 17e avenue Shawinigan Qc, G9T 6C6, que des travaux de réparation complémentaire visant l'écoulement des eaux usées dudit immeuble vers le drain municipal seront effectués à compter du: 8 août 2022

À défaut par vous d'agir en conséquence dans les délais précités, lesdits travaux seront effectués à vos frais, sans autres avis ni délai.

Karine Arvisais
Mike Champagne.

Avis public de notification
(art. 136 et 137 CpcJ)

Avis est donné à 9095-0616 Québec Inc. et à la Succession de Line Bergeron, de vous présenter au greffe de la Cour Supérieure du district de Trois-Rivières, au 850 Hart, Trois-Rivières, G9A 1T9, afin de recevoir une copie du Jugement rendu le 07 juillet 2022, qui est laissée à votre attention dans la cause numéro 400-17-005765-207.

À défaut de vous y conformer, la demanderesse en l'instance pourra exécuter le jugement selon ses conclusions.

Le présent avis est publié à la demande de Nathalie Taddeo, huissier de justice qui a tenté sans succès de vous signifier le document ci-haut mentionné.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

Trois-Rivières, le 23 juillet 2022
Catherine Babin, Huissier de Justice

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Prenez avis que **Rose THIBAULT**, en son vivant domiciliée au 4335, boul. Rigaud #805, Trois-Rivières, Québec, G8Y 0A7, est décédée à Trois-Rivières, le 13 janvier 2021. Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Lyne Parent, notaire (823, boul. Thibeau, Trois-Rivières, Québec, G8T 7A7).

Donné ce 19 juillet 2022

MARCEL CÔTÉ, liquidateur

Visant à garder propre le centreville de Trois-Rivières, un projet pilote, qui s'étend jusqu'au 18 octobre, favorisera du même coup l'inclusion sociale.

En effet, trois personnes rejointes par l'organisme Point de Rue ont été embauchées par la Société de développement commercial (SDC) du centre-ville de Trois-Rivières pour veiller à la propreté des lieux.

Soutenue également par Innovation et Développement économique (IDE) Trois-Rivières, cette initiative permet donc à des personnes marginalisées de s'impliquer socialement en plus d'acquérir une expérience professionnelle.

«Pour le quartier signature de Trois-Rivières, il ne fait nul doute que ce partenariat allait de soi. Nous souhaitons pouvoir travailler à la fois sur le mieux vivre ensemble, en profitant de l'expertise

de Point de Rue. Cela favorisera l'intégration de certaines personnes en difficulté, tout en travaillant sur la propreté du coeur de notre ville. C'est un réel plaisir de pouvoir compter sur la contribution de ceux-ci pour rendre le centre-ville plus accueillant et attrayant», a commenté la présidente de la SDC du centreville, Joanie Turcotte.

Selon le directeur général de Point de Rue, Philippe Malchelosse, pour développer des solutions durables à l'itinérance, il est nécessaire de collaborer avec l'ensemble de la communauté de divers milieux présents au centre-ville.

«Depuis plusieurs semaines, je rencontre des partenaires ouverts et sensibles, désirant stimuler une meilleure inclusion sociale des personnes en situation de rue. Je mentionne toujours que les personnes que nous accueillons ont un potentiel à offrir. J'ai été pris aux mots lorsque mes partenaires de la SDC et d'IDE m'ont interpellé pour lancer un nouveau projet», a-t-il raconté.

Pour sa part, le directeur général d'IDE Trois-Rivières, Mario De Tilly, confie que la présence de personnes en situation d'itinérance, particulièrement au centre-ville, est un enjeu qui lui est régulièrement soulevé.

«Nous avons donc choisi de travailler avec un organisme déjà bien implanté, Point de Rue, qui travaille chaque jour à améliorer la saine cohabitation. Outre l'économie et l'environnement, le volet social est un des trois piliers du développement durable, qui fait partie intégrante des valeurs de mon organisation et il est important de le rappeler», a-t-il conclu.

Retour à la table des matières

Les projets alimentaires foisonnent à Baie-Comeau

Radio-Canada – 2022-07-25

Par : Zoé Bellehumeur

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1900241/jardins-communautaires-collectif-autonomie-alimentaire-baie-comeau

Le climat de Baie-Comeau n'empêche pas des initiatives favorisant une plus grande autonomie alimentaire de naître dans la région. Au printemps dernier, quatre familles voisines se sont unies dans le quartier Saint-Georges pour créer un jardin collectif.

L'initiatrice de ce projet, Camille Robidoux Daigneault, une nouvelle résidente du secteur, a fait un appel à tous il y a quelques mois, après avoir constaté que son espace de stationnement était beaucoup trop grand pour ses besoins.

L'espace est maintenant transformé en jardin où poussent notamment des fèves, des petits fruits, des légumes racines et de la laitue.

« Je trouvais que l'espace était un peu grand pour moi toute seule et j'ai toujours rêvé d'avoir un jardin collectif! »
— Une citation de Camille Robidoux Daigneault, initiatrice du jardin collectif de Saint-Georges

Le partage des tâches se fait vraiment naturellement, il y a une voisine qui a pris plus le volet compost, l'autre le volet baril de récupération d'eau de pluie, se réjouit Camille Robidoux Daigneault.

Une activité qui permet de tisser des liens avec ses voisins, mais aussi d'éduquer les plus jeunes.

Sophia et Marion, deux jeunes résidentes du quartier Saint-Georges, aident à l'arrosage, au raclage et au pelletage.

« Moi mes légumes préférés ce sont des carottes, des brocolis, ce sont tous les fruits en fait. »
— Une citation de Sophia, résidente du quartier Saint-Georges
« [Moi ce sont] les tomates. »
— Une citation de Marion, résidente du quartier Saint-Georges
C'est d'apprendre aux enfants que ça ne pousse pas en épicerie des légumes. Ça pousse dans la terre avec une graine. Ça a un cycle de vie, soutient Monise Lévesque, qui est une résidente du quartier qui vient aider régulièrement au jardin avec ses enfants.

Camille Robidoux Daigneault dit aussi s'inspirer des personnes plus âgées du secteur pour ses récoltes. On a plusieurs voisins vieillissants qui ont l'occasion de nous partager leur conseil de jardinage, même des conseils assez ancestraux sur la Côte-Nord, par exemple l'utilisation de varech ou de carcasses de crabes, explique la Baie-Comoise.

La citoyenne souhaite même éventuellement agrandir l'espace du jardin.

Plates-bandes libre-service

Depuis quelques années, des plants de légumes ont remplacé des fleurs dans les plates-bandes publiques de Baie-Comeau. Ces légumes sont à la disposition de tous les citoyens, tant que ceux-ci sont mûrs et prêts à la cueillette.

Ce projet a été mis en place vers 2018 par la Société des parcs de Baie-Comeau en collaboration avec la Coopérative de solidarité Gaïa.

Les gens sont très respectueux. Ils attendent que les plants de légumes soient à maturité. [...] Les gens ne prennent pas tout ce qui est prêt, ils en laissent aux autres personnes, affirme la directrice de la Société des parcs de Baie-Comeau, Caroline Charest.

« De démontrer aux gens qu'eux aussi peuvent le faire dans leur cour [...] que ça peut se faire à Baie-Comeau, même si on n'a pas des grands champs de culture. »
— Une citation de Caroline Charest, directrice de la Société des parcs de Baie-Comeau

Un futur toit vert à l'unité Domrémy

À l'unité Domrémy de Baie-Comeau, un jardin pourrait voir le jour l'année prochaine sur le toit du centre communautaire qui a pour mission de briser l'isolement social.

En faisant participer les usagers et les bénévoles, ça leur permet aussi de développer des liens ensemble, en faisant une activité qui est plus ludique, qui est valorisante, développe la directrice générale de Domrémy, Curby Charette-Graveline.

« Dans un monde idéal, on aimerait pouvoir en profiter l'année prochaine. »
— Une citation de Curby Charette-Graveline, la directrice générale de Domrémy.

Des ateliers culinaires pourront être organisés avec les récoltes, prévoit Curby Charette-Graveline. Les surplus seront disponibles au frigo communautaire situé à l'extérieur du centre.

Ce projet estimé à près de 100 000 $ dollars a été réalisé avec l'aide de Ma Ville Ma Voix, une initiative qui permet aux citoyens de soumettre des projets qui contribuent au développement durable de la région.

Un deuxième jardin communautaire à Baie-Comeau

Les Baie-Comois auront également accès à un deuxième jardin communautaire d'ici environ un an, cette fois dans le secteur Marquette. Un projet qui émane aussi de Ma Ville Ma Voix.

Le premier jardin communautaire est en place depuis plusieurs dizaines d'années dans le secteur Mingan.

Le concept de jardin communautaire permet de créer de l'entraide entre les citoyens, mentionne l'agent aux communications pour la Ville de Baie-Comeau, Pierre-Olivier Normand.

Ça permet de pouvoir créer de l'entraide, de pouvoir avoir aussi un réseau nourricier qui peut être intéressant, ajoute-t-il.

Retour à la table des matières

S’évader de son quotidien du Centre jeunesse en cuisinant

L’info du Nord Mont-Tremblant – 2022-07-27

Par : Laureen Peers

https://infodunordtremblant.ca/actualites/2022/07/27/sevader-de-son-quotidien-du-centre-jeunesse-en-cuisinant/

Un soir de juin, L’info avait rendez-vous au campus d’Huberdeau du Centre jeunesse des Laurentides où trois jeunes placés dans l’unité La Croisée préparaient le souper avec une intervenante jeunesse pour d’autres jeunes de leur unité de réadaptation.

Gabriel, Félix et Youssef sont les trois derniers participants sur les sept à être encore présent à cet atelier de cuisine mis en place par Steve Brisson et Catherine Lajeunesse-Lubbersen, deux intervenants de Carrefour jeunesse-emploi Laurentides.

Approchés par la direction du Centre en décembre 2021, les deux intervenants jeunesse ont proposé un projet baptisé La Glacière qui a pour objectif « de les rendre plus autonomes pour les préparer à leur sortie », mais également d’offrir, à l’issue de ces d’ateliers, des repas à « des jeunes qui partaient en appartement pour les aider à démarrer », indique Steve Brisson.

Sentiment de liberté

Pendant 10 semaines, les jeunes rencontraient les intervenants dans une cuisine sommaire située au sous-sol du Centre pour apprendre à cuisiner, ainsi qu’à faire correctement une épicerie tout en gérant son budget. « Le prétexte, c’est la cuisine, mais le but, c’est vraiment le lien et le sentiment d’appartenance avec nous, puis surtout le sentiment d’utilité pour redonner au suivant », explique Catherine Lajeunesse-Lubbersen.

En effet, ces ateliers avaient une double connotation, car si Gabriel raconte qu’il s’est inscrit pour « respirer un peu parce que c’est difficile la vie dans l’unité », Youssef, de son côté voulait trouver quelque chose « pour passer les lundis soir », tandis que Félix sentait que ça allait lui permettre d’être « authentique ».

« J’aime cuisiner et aussi je n’aime pas la vie à l’unité. C’est comme si je savais que ça allait être différent ici, que je pourrais m’affirmer en tant que personne et que je pouvais être authentique en montrant mes habiletés tout en étant capable d’améliorer mes défauts en cuisine. Puis ça me faisait du bien. C’est un moyen de me libérer de ma vie en Centre jeunesse, » indique Félix.

J’ai passé mon temps à dire aux jeunes que je ne veux pas savoir ce qu’il a fait hier, ça ne m’intéresse pas, je veux savoir où tu t’en vas demain. – Steeve Brisson, intervenant de Carrefour jeunesse-emploi Laurentides

« On a le sentiment d’être compris, parce que quand les intervenants de l’atelier de cuisine viennent, ils nous parlent comme si on était des humains, pas comme des détenus ou des jeunes placés qui ont des problèmes. L’écoute est vraiment là, les bonnes conversations aussi, parce qu’en Centre jeunesse, on n’a pratiquement pas le droit de parler dans l’unité », ajoute Gabriel.

Sortir d’Huberdeau

En plus des cours de cuisine, Steve Brisson explique qu’ils ont eu « des témoignages de gens de l’extérieur qui sont venus animer des ateliers de cuisine », mais également des sorties à la

Cabane à Tuque et aux Mercenaires Culinaires qu'ils ont grandement appréciées parce que les patrons de ces établissements les considérés comme « des jeunes normaux. »

Je ne dis pas que les Centres jeunesse n'aident pas, je dis qu'ils ne le font pas de la bonne façon. – Gabriel

« C'était des jeunes qui venaient apprendre un peu comment ça marche dans une vraie cuisine professionnelle, utiliser des outils de cuisine professionnelle, et c'est comme ça que Fred [propriétaire des Mercenaires Culinaires, NDRL] les a accueillis, ajoute Steve Brisson.

« Il faut des activités de même ici, parce que ça permet d'ouvrir les horizons, d'ouvrir l'esprit des gars qui n'ont pas nécessairement de but dans la vie. […] Il faut de l'aide comme ça, parce qu'ici c'est juste des centres jeunesse, tout ce qu'ils nous disent dans les unités, c'est ce qu'on fait de mal. On fait juste retourner dans nos anciennes habitudes », raconte Gabriel.

Une fin inattendue

À l'issue de ces ateliers, de nombreux repas ont été cuisinés dans le but de les distribuer à ceux partis vivre en appartement. Seulement, les choses ne se sont pas passées comme prévu. « On s'est fait dire à la toute fin du projet, qu'ils n'avaient pas trouvé de gens qui partaient en appartement dans toutes les Laurentides », explique l'intervenant.

C'est comme ça que l'unité La Croisée d'Huberdeau est allée à la rencontre de La Croisée de Sainte-Agathe pour servir des repas aux itinérants.

Retour à la table des matières

Champs d’action à l’international

En Ethiopie, une politique de nettoyage ethnique se poursuit à bas bruit dans le Tigré

Le Monde – 2022-07-23 – p. 29

Le Monde
SAMEDI 23 JUILLET 2022

Le Monde | 29

En Ethiopie, une politique de nettoyage ethnique se poursuit à bas bruit dans le Tigré

Alors que le gouvernement éthiopien cherche à cacher le désastre auquel mène la guerre d'anéantissement qu'il conduit dans le Tigré, un collectif de chercheurs déplore l'indifférence de la communauté internationale

RÉINTÉGRER LES SOIGNANTS NON VACCINÉS, UNE DANGEREUSE CROISADE

ÉDITORIAL

Macky Sall En oubliant la majeure partie de l'Afrique, le G20 compromet son influence

Le continent, avec 1,4 milliard d'habitants, n'est pas encore suffisamment impliqué dans la prise de décision du forum intergouvernemental, regrette l'actuel président de l'Union africaine

L'INCLUSION DE L'UNION AFRICAINE RENFORCERAIT LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ENTÉRINÉES PAR LE G20

Le Monde Afrique

Alors que le gouvernement éthiopien cherche à cacher le désastre auquel mène la guerre d'anéantissementqu'il conduit dans le Tigré, un collectif de chercheurs déplore l'indifférence de la communauté internationale

Le 1er juillet, Arte a diffusé un reportage intitulé Ethiopie : Tigré, au pays de la faim, premier documentaire réalisé depuis plus d'un an par des journalistes dans le Tigré. Il démontre que cette famine est le produit d'une guerre que les adversaires du Tigré ont voulu d'anéantissement. Faute de pouvoir vaincre la région militairement, ils l'ont assiégée, coupant le Tigré du monde pour l'effacer des consciences, en Ethiopie comme ailleurs. Et ce depuis un an, avec pour résultat la famine, la maladie et la mort. Les victimes qui témoignent sont sans espoir. Les personnes chargées d'aider les plus pauvres, premiers touchés par la famine, expriment un sentiment d'impuissance et d'abandon de la part de la communauté internationale.

Le reportage porte un cinglant démenti à la position du gouvernement éthiopien qui cherche à cacher ce désastre, en maintenant l'interdiction de l'accès des?observateurs à la région. Le

gouvernement affiche un retour à la normale dont la levée partielle du blocus sur le Tigré et les efforts de «?dialogue national?» seraient des preuves tangibles. La plupart des diplomaties occidentales, dont la France, pressées d'en finir avec cette guerre qui écorne l'image d'un premier ministre éthiopien «?réformateur?» et «?libéral?» porté aux nues il y a quatre ans, acceptent ces gestes comme autant d'avancées.

Pourtant,le siège n'a connu qu'un mince allègement profitant tout au plus aux habitants de?la capitale, Mekele, la pénurie?d'essence empêchant de convoyer l'aide en campagne. Les agences onusiennes n'ont l'espoir d'acheminer l'aide nécessaire que pour un tiers de la population tigréenne. Internet, téléphone, services bancaires, engrais, médicaments, pastilles de décontamination de l'eau ne sont plus fournis dans le Tigré depuis plus d'un an.

Ce reportage pose un jalon important dans les efforts de dénonciation de ce conflit qui, à?ce jour, sont restés vains. Il constitue une preuve qui ne pourra être effacée. Human Rights Watch et Amnesty International ont publié, le 6 avril, un rapport aux conclusions alarmantes sur le nettoyage ethnique de 700?000 Tigréens dans l'ouest de la région. Le 9 juin, la radio-télévision Voice of America montrait les efforts réalisés par diverses organisations gouvernementales pour en dissimuler les preuves. Il est désormais évident que ces violences perpétrées avec férocité et légitimées par la situation de conflit ne visent pas seulement les responsables politiques ennemis du régime, mais l'ensemble de la population tigréenne. Aucun des régimes autoritaires ayant gouverné l'Ethiopie précédemment n'aura atteint un tel degré de violence systématique pour soumettre une partie de la population.

Insécurité alimentaire

Aujourd'hui, le Tigré n'est pas la seule région touchée par la faim et le gouvernement reconnaît que la sécurité alimentaire constitue une priorité. Le sud du pays est affecté par la sécheresse depuis l'automne 2021. L'inflation annuelle de près de 40 %, en partie provoquée par la guerre, favorise l'insécurité alimentaire partout. Plus de 20 millions de personnes ont besoin d'aide dans le pays, et particulièrement dans les régions où se sont déroulés les combats – tels l'Afar et le nord de l'Amhara où les récoltes n'ont pu avoir lieu. Si les témoignages provenant de ces régions sont aussi très inquiétants, il est toujours possible de s'y rendre, y compris pour des humanitaires.

Au terme d'une année budgétaire marquée par de fortes dépenses militaires et où il n'aura cessé de critiquer l'interventionnisme des Occidentaux, le gouvernement fédéral cherche à retrouver le chemin d'une collaboration mutuellement profitable avec ses partenaires diplomatiques, financiers et commerciaux. Ceux-ci étaient surtout inquiets de l'effondrement économique et de la déstabilisation du pays et de sa région. L'arrêt momentanée des combats dans le nord et l'arrivée des pluies engagent désormais le premier ministre à donner des gages de retour au calme. Abiy Ahmed affiche urbi et orbi un retour à normale, au point de déclarer au Parlement que l'Ethiopie est sur la voie de la prospérité. Rien de tel pour le Tigré : les effets symboliques et budgétaires de cette normalisation des relations avec les partenaires occidentaux rendent possible la continuité, à bas bruit, d'une politique de nettoyage ethnique dont les atrocités s'étalent dans le temps.

Face à un double jeu du gouvernement fédéral, les tentatives de médiation de l'Union africaine sont hypothéquées?; les autorités tigréennes ont récemment pris leurs distances. Les institutions internationales peuvent se convaincre que l'attribution de milliards de dollars permettra de parler avec Abiy Ahmed. Elles demeurent surtout séduites par les promesses de libéralisation économique dans un pays où la?puissance publique domine encore le marché. La Banque

mondiale a agi en conséquence et accordé 1,5 milliard de dollars d'aide depuis début avril. L'Union européenne continue de formuler des exigences. Mais il serait souhaitable que l'aide fournie à un régime qui affame une partie de sa population soit assortie de conditions plus fermes.

Retour à la table des matières

La crise de la faim
La Presse + – 2022-07-24 – p. ACTUALITÉS_16

Par : Janie Gosselin

Un peu partout, le coût du panier d'épicerie a explosé. Dans une vingtaine de pays, la situation alimentaire s'aggrave et ravive le spectre de la famine. La guerre en Ukraine est montrée du doigt. Mais elle est loin d'en être la seule cause. Explications d'une crise et pistes de solution.

Sécheresses, inondations, conflits armés, problèmes liés à la pandémie : les éléments étaient déjà réunis pour faire de 2022 une année record pour l'insécurité alimentaire dans le monde. La guerre en Ukraine a aggravé la situation. Pour 50 millions de personnes, la réalité est particulièrement criante, selon l'ONU.

Une dangereuse spirale

« Si on essaie de prendre les grandes causes, on parle souvent du cocktail des trois C », résume Céline Füri, coordonnatrice humanitaire d'Oxfam-Québec, c'est-à-dire les changements climatiques, les conflits et la COVID-19.

La Somalie, l'Éthiopie et le Soudan du Sud sont particulièrement touchés par les dérèglements climatiques. La saison des pluies est restée sèche. Du bétail est mort de faim, la peau collée aux os. Privés de leur moyen de subsistance, les éleveurs peinent à se nourrir.

L’eau n’est pas toujours miraculeuse non plus. La Chine appréhendait l’une de ses pires récoltes de blé cette année, des pluies torrentielles ayant réduit la fenêtre de temps pour planter les semences.

Guerres

Outre les changements climatiques, les conflits sont responsables d’une partie de l’insécurité alimentaire, comme au Yémen, où la situation humanitaire est particulièrement catastrophique en raison de la guerre. Dans certaines régions du globe, les violences rendent périlleux l’accès à la nourriture.

Mais la guerre qui a particulièrement secoué la planète en 2022 est l’invasion russe en Ukraine, puisque cette dernière est, avec la Russie, une grande exportatrice de céréales. Les deux pays ont signé vendredi des accords qui ouvrent la porte à la reprise des exportations de millions de céréales ukrainiennes et de céréales et engrais russes, laissant entrevoir une solution pour de nombreuses populations. Les frappes russes menées samedi contre la ville portuaire d’Odessa jettent toutefois « un doute sérieux sur la crédibilité de l’engagement de la Russie à l’égard de l’accord », selon le secrétaire d’État américain, Antony Blinken.

L’Ukraine et la Russie produisent environ le tiers du blé échangé sur les marchés mondiaux, selon l’International Food Policy Research Institute. En Afrique et au Moyen-Orient, des populations sont particulièrement dépendantes de ces pays, puisqu’ils sont leur principale source d’approvisionnement en blé.

Est-ce à dire qu’il faut craindre une pénurie de pain dans le monde ? Pas exactement, selon le professeur en économie appliquée Marc F. Bellemare, qui enseigne à l’Université du Minnesota. C’est davantage l’appréhension qu’un manque réel qui affole actuellement les marchés — et pousse les prix vers le haut.

C’est vraiment la peur d’avoir peur qui fait en sorte qu’on voit une flambée aussi élevée, parce qu’il y a assez de nourriture pour nourrir tout le monde dans le monde.

Marc F. Bellemare, professeur d’économie appliquée à l’Université du Minnesota

« On sait ça depuis longtemps. C’est un problème de distribution », explique M. Bellemare, qui est aussi directeur du Center for International Food and Agricultural Policy.

Les céréales bloquées en Ukraine en sont un exemple patent. Le président russe Vladimir Poutine a été accusé d’utiliser le blé comme arme psychologique pour faire pression sur le monde. Mais il n’est pas le seul qui gagne à voir son prix grimper sur le marché boursier, des investisseurs et de grandes entreprises y trouvant aussi leur compte.

Outre les denrées, un autre produit important a vu sa valeur grimper en flèche après le début du conflit : le pétrole. Le coût de l’essence contribue à faire augmenter les prix de la nourriture, plus chère à transporter. Ces dépenses s’additionnent également pour les organismes et agences internationales qui se consacrent à l’aide humanitaire internationale.

Pandémie

Les conséquences de la guerre en Ukraine s'ajoutent aux fragilités déjà mises au jour par deux ans de pandémie, notamment dans les chaînes de distribution.

La COVID-19 a tout lancé en vrille en ce qui concerne les capacités des chaînes de distribution de fournir différents ingrédients pour différents produits.

Lisa Clark, chercheuse associée à l'Université de la Saskatchewan

La fermeture d'un port ou d'une usine en raison de l'absence des travailleurs infectés a causé des goulets d'étranglement. Le système en place dans les magasins, qui consistait à avoir juste assez de marchandises en stock pour répondre aux demandes anticipées, s'est écroulé, note M. Bellemare. « [Les marchands] se sont rendu compte que ça prend plus de stock en inventaire parce que si le système d'approvisionnement n'est pas fluide, il faut produire ici ou l'avoir en stock », explique-t-il.

Outre les problèmes liés à l'approvisionnement, la COVID-19 a causé des ralentissements importants des économies dans le monde et ajouté des dépenses imprévues aux gouvernements.

« Ça fait en sorte que le budget, déjà pas énorme pour l'État, va en grande partie à rembourser la dette plutôt qu'à investir dans des services publics qui seraient essentiels pour prévenir une crise alimentaire, comme l'investissement en agriculture, dans la petite production agricole et investir aussi dans la protection sociale », illustre M me Füri, en donnant l'exemple des dettes nationales de la Somalie, du Kenya et de l'Éthiopie.

Des solutions possibles

Pour régler le problème de la faim dans le monde, il y a les solutions immédiates, comme débloquer les céréales coincées en Ukraine et acheminer denrées et argent aux populations les plus touchées.

Mais les spécialistes craignent une répétition des crises si les causes ne sont pas traitées en parallèle.

Indépendance et diversification

La COVID-19 et la guerre en Ukraine ont mis en lumière la dépendance de certains pays aux importations de biens essentiels, les rendant particulièrement vulnérables.

« Nous devons commencer à regarder différentes cultures, nous pencher sur l'agriculture régénératrice et regarder d'autres variétés de plantes qui peuvent pousser dans des pays qui n'ont typiquement pas beaucoup de pluie ou qui ont des climats plus chauds », dit Lisa Clark, chercheuse associée à l'Université de la Saskatchewan. Pour mettre en place des infrastructures plus durables et mieux adaptées, les pays ont cependant besoin d'investissements des grandes puissances, note-t-elle.

Recherches génétiques

Des chercheurs se penchent sur des façons de rendre les cultures mieux adaptées aux conditions extrêmes qui sévissent dans le monde. « Les solutions sont à volets multiples, explique M me Clark. Regarder le profil génétique de plantes et d'animaux que les humains consomment et

essayer de voir comment on peut rendre les cultures un peu plus résistantes aux sécheresses, grâce à l'édition génétique et la biotechnologie, est une des options. » Aucune méthode n'est une panacée, avertit-elle : l'engouement collectif pour un nouveau produit ou une innovation apporte souvent des contrecoups inattendus. D'où l'importance de miser sur plusieurs avenues.

Efforts politiques

« Les changements climatiques frappent injustement les endroits du monde et les populations qui en sont le moins responsables », souligne Céline Füri, coordonnatrice humanitaire d'Oxfam-Québec. Une raison de plus pour que les pays industrialisés tiennent leurs promesses climatiques, ajoute-t-elle. « C'est la responsabilité des élus et des gouvernements d'encourager la production de nourriture d'une façon plus durable, et d'encourager les agriculteurs à aller dans cette voie et à diversifier leurs produits », dit M me Clark. Oxfam-Québec et d'autres organismes préconisent l'annulation de la dette de trois pays de l'Afrique de l'Est, soit l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, pour leur permettre d'investir dans des solutions.

Moins de viande

Les élevages, particulièrement de bœufs, contribuent aux émissions de gaz à effet de serre. Les céréales cultivées pour nourrir le bétail occupent aussi une grande partie des terres agricoles. L'une des solutions avancées pour réduire les changements climatiques et contribuer à la sécurité alimentaire est de réduire la consommation de viande. « Je ne dirais pas que toute la planète doit passer à un régime exclusivement à base de plantes, mais je pense que ça vaut la peine de regarder d'autres types de protéines, comme les légumineuses et même les plantes marines », estime M me Clark.

Et les biocarburants ?

La crise alimentaire a soulevé des questions concernant l'utilisation de céréales transformées en éthanol. Pourrait-on réduire les quotas et les cibles d'utilisation de biocarburants pour nourrir les populations ? « Ça prendrait quelques années à réorienter la production des biocarburants à des cultures qui sont consommables », note Marc F. Bellemare, professeur d'économie appliquée à l'Université du Minnesota. La demande pour des céréales afin de les transformer en biocarburant contribue vraisemblablement à l'augmentation des prix pour les céréales consommables, ajoute-t-il.

Prévention

« On a les technologies, les systèmes de prévisions météorologiques suffisamment au point — ils se sont passablement développés dans la dernière décennie — pour avoir les signes avant-coureurs d'une crise, dit M me Füri. La crise actuelle, on savait depuis deux ans qu'elle s'en venait. » Des organismes comme Oxfam-Québec prônent donc les « actions anticipées », en établissant à l'avance les étapes à suivre aux premiers signes annonciateurs d'un problème plus étendu, par exemple, la réparation des puits, le versement d'argent aux communautés pour l'achat de fourrage pour le bétail ou des préautorisations de financement.

Retour à la table des matières

Des solutions possibles

La Presse + – 2022-07-24 – p. ACTUALITÉS_16

Par : Janie Gosselin

Pour régler le problème de la faim dans le monde, il y a les solutions immédiates, comme débloquer les céréales coincées en Ukraine et acheminer denrées et argent aux populations les plus touchées. Mais les spécialistes craignent une répétition des crises si les causes ne sont pas traitées en parallèle.

Indépendance et diversification

La COVID-19 et la guerre en Ukraine ont mis en lumière la dépendance de certains pays aux importations de biens essentiels, les rendant particulièrement vulnérables. « Nous devons commencer à regarder différentes cultures, nous pencher sur l'agriculture régénératrice et regarder d'autres variétés de plantes qui peuvent pousser dans des pays qui n'ont typiquement pas beaucoup de pluie ou qui ont des climats plus chauds », dit Lisa Clark, chercheuse associée à l'Université de la Saskatchewan. Pour mettre en place des infrastructures plus durables et adaptées, les pays ont cependant besoin d'investissements des grandes puissances, note-t-elle.

Recherches génétiques

Des chercheurs se penchent sur des façons de rendre les cultures plus adaptées aux conditions extrêmes qui sévissent dans le monde. « Les solutions sont à volets multiples, explique M me

Clark. Regarder le profil génétique de plantes et d'animaux que les humains consomment et essayer de voir comment on peut rendre les cultures un peu plus résistantes aux sécheresses, grâce à l'édition génétique et la biotechnologie, est une des options. » Aucune méthode n'est une panacée, avertit-elle : l'engouement collectif pour un nouveau produit ou une innovation apporte souvent des contrecoups inattendus. D'où l'importance de miser sur plusieurs avenues.

Efforts politiques

« Les changements climatiques frappent injustement les endroits du monde et les populations qui en sont le moins responsables », souligne Céline Füri, coordonnatrice humanitaire d'Oxfam-Québec. Une raison de plus pour que les pays industrialisés tiennent leurs promesses climatiques, ajoute-t-elle. « C'est la responsabilité des élus et des gouvernements d'encourager la production de nourriture d'une façon plus durable, et d'encourager les agriculteurs à aller dans cette voie et à diversifier leurs produits », dit M me Clark. Oxfam-Québec et d'autres organismes préconisent l'annulation de la dette pour de trois pays de l'Afrique de l'Est, soit l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, pour leur permettre d'investir dans des solutions.

Moins de viande

Les élevages, particulièrement de bœufs, contribuent aux émissions de gaz à effets de serre. Les céréales cultivées pour nourrir le bétail occupent aussi une grande partie des terres agricoles. L'une des solutions avancées pour réduire les changements climatiques et contribuer à la sécurité alimentaire est de réduire la consommation de viande. « Je ne dirais pas que toute la planète doit passer à un régime exclusivement à base de plantes, mais je pense que ça vaut la peine de regarder d'autres types de protéines, comme les légumineuses et même les plantes marines », estime Mme Clark.

Et les biocarburants ?

La crise alimentaire a soulevé des questions concernant l'utilisation de céréales transformées en éthanol. Pourrait-on réduire les quotas et les cibles d'utilisation de biocarburants pour nourrir les populations ? « Ça prendrait quelques années à réorienter la production des biocarburants à des cultures qui sont consommables », note Marc F. Bellemare, professeur en économie appliquée à l'Université du Minnesota. La demande pour des céréales afin de les transformer en biocarburant contribue vraisemblablement à l'augmentation des prix pour les céréales consommables, ajoute-t-il.

Prévention

« On a les technologies, les systèmes de prévisions météorologiques suffisamment au point – ils se sont passablement développés dans la dernière décennie – pour avoir les signes avant-coureurs d'une crise, dit M me Füri. La crise actuelle, on savait depuis deux ans qu'elle s'en venait. » Des organismes comme Oxfam-Québec prônent donc les « actions anticipées », en établissant à l'avance les étapes à suivre aux premiers signes annonciateurs d'un problème plus étendu, par exemple, la réparation des puits, le versement d'argent aux communautés pour l'achat de fourrage pour le bétail ou des préautorisations de financement.

Retour à la table des matières

Actualité à surveiller

Rien à signaler

Retour à la table des matières